

Journée mondiale d'action contre les fonds d'investissement

intervention pour le P. C. F. de Alain Morin, rédacteur en chef d'économie et politique

Trois raisons du soutien du PCF à la journée mondiale d'action contre les fonds d'investissement et aux animateurs de cette journée en France.

Première raison : il y a besoin d'une révolution dans la finance comme il y a besoin d'une révolution écologique dans les transports et l'environnement.

De même que les gâchis monstrueux dans l'utilisation du pétrole mettent en danger la planète, l'utilisation actuelle du crédit met en danger la société, ses emplois, ses entreprises.

On est déjà en train de vivre aujourd'hui la crise des subprimes, c'est le même processus qui est en train de se développer avec les opérations de LBO: crédit facile, titrisation, diffusion massive des titres sur les marchés financiers, et risque de retournement sur les marchés concernés.

Le retournement de l'immobilier a mis sur le carreau des millions d'accédants à la propriété aux États-Unis et commence à toucher l'Europe.

Le ralentissement de la croissance va frapper avec une violence terrible les entreprises qui marchent L'EPO financière, c'est-à-dire celles qui sont sous LBO et que les charges financières asphyxient..

Quant à la proposition de partager avec les salariés les plus-values réalisées dans ces opérations, elle n'est ni plus morale, ni plus efficace que la mise en place d'un marché spéculatif des droits à polluer pour traiter la question du projet du CO2.

Il faut éradiquer ce dopage au crédit facile. Et cette éradication ne peut passer que par une sélectivité du crédit avec des taux d'intérêt dissuasifs pour le crédit attribué à des opérations spéculatives ou financières (OPA, de fusion acquisition, placement et investissements financiers) et avec des taux abaissés pour le crédit finançant des investissements créateurs d'emplois et de formation.

Je me félicite que cette idée de sélectivité du crédit, que nous avançons depuis une décennie, commence à être dans le débat parmi les économistes de gauche comme dans les milieux syndicaux ou encore

dans des réseaux de lutte contre la finance.

Deuxième raison : le besoin de conquête de pouvoir pour les salariés et les populations sur le crédit comme dans la gestion des entreprises. Certains prétendent que le combat contre la finance ne peut passer que par le seul retour d'un État qui réglemente et qui pilote.

Nicolas Sarkozy veut même faire de la CDC un « fonds souverain d'investissement » pour venir au secours de nos entreprises. Pourquoi pas ? Mais dans ce cas c'est tout l'orientation de la Caisse des dépôts et consignations qu'il faut profondément changer car elle est parmi les banques les plus actives dans le montage d'opérations de LBO.

De même qu'il faut un crédit sélectif contre un crédit à la botte de la finance, il faut que les salariés et les élus de la nation aient prise sur la gestion de l'argent avec des pouvoirs. C'est le sens de nos propositions de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF) et de la création d'un pôle public financier.

Troisième raison : exercer des pouvoirs sur argent nécessite de mieux connaître ses mécanismes, d'aider les syndicats, les salariés, les élus à mieux les maîtriser, pour cela de développer une culture de gestion.

L'apport original du mouvement LBO qui sollicite les élus pour organiser des rencontres comme en mai dernier dans le Val-de-Marne avec le conseil général, qui a soutenu le groupe communiste de l'assemblée nationale qui a déposé une demande de commission d'enquête sur les opérations de LBO, qui prend aujourd'hui des initiatives comme cette journée de lutte est un stimulant pour le mouvement social et les partis politiques.